

**PREFECTURE DE L'ARDECHE****Arrêté n° 2002-339,17**

**ARRETE PREFECTORAL PORTANT AUTORISATION
D'UNE STATION D'EPURATION,
D'UN DEVERSOIR D'ORAGE
ET DES REJETS CORRESPONDANTS.**

PETITIONNAIRE :**COMMUNE DE GUILHERAND-GRANGES****AUTORISATION PREVUE PAR L'ARTICLE L214-3
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**LE PREFET DE L'ARDECHE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU la pétition et les pièces annexes en date du 05/06/2001 par laquelle la Commune de Guilherand-Granges demande l'autorisation de réaliser sa station d'épuration, un déversoir d'orage et de rejeter les effluents correspondants dans le Rhône,

VU le code la santé publique,

VU le code rural,

VU le code de l'Environnement - Livre I - titre 2 et Livre II - titre I^{er},

VU le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

VU le décret n° 62.1448 du 24 novembre 1962 relatif à l'exercice de la gestion et la police des eaux,

VU le décret 87-154 du 23 février 1987 relatif à la coordination interministérielle dans le domaine de l'eau,

VU le décret n° 95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique,

VU le décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 modifié par le décret n° 93.245 du 25 février 1993 pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature,

VU le décret n° 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 93.743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation, en application de l'article 10 de la loi 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment les rubriques 5.1.0. et 5.2.0.,

VU le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L372-1-1 et L372-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 relatif aux prescriptions techniques concernant les ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées,

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées,

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhône-Méditerranée-Corse,

VU l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête publique en date du 24/09/2001,

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 15/10/2001 au 16/11/2001 inclus et les conclusions du Commissaire Enquêteur en date du 17/01/2002,

VU les avis réputés favorables des communes consultées,

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de l'Ardèche en date du 20/06/2001,

VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de l'Ardèche en date du 06/11/2001,

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Équipement de l'Ardèche en date du 10/10/2001,

VU l'avis de la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement de Rhône-Alpes en date du 09/11/2001,

VU l'avis de la Compagnie Nationale du Rhône en date du 28/11/2001,

VU le rapport de synthèse des Ingénieurs du Service Navigation Rhône-Saône,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 19/09/2002,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Ardèche,



ARRETE**ARTICLE 1 - Objet de l'autorisation**

Sont soumis aux conditions du présent arrêté :

- la station d'épuration de Guilhaum-Granges, d'une capacité de 32 900 équivalent-habitants ayant les caractéristiques suivantes:

Paramètres	Valeurs de référence
Volume journalier en m ³	5 446
Flux journalier en MBST en Kg	2 964
Flux journalier en DBO5 en Kg	1 976
Flux journalier en DCO en Kg	3 951
Flux journalier en Nk en Kg	461
Flux journalier en PT en Kg	132
Débit horaire de pointe de temps sec en m ³ /h	310
Débit horaire de pointe de temps de pluie en m ³ /h	485

- le déversement des effluents de la station d'épuration et du déversoir d'orage dans le Rhône.

ARTICLE 2 - Conditions techniques imposées à l'établissement des ouvrages

L'occupation du domaine public fluvial, tant pour le rejet de la station d'épuration que pour le rejet du déversoir d'orage, fait l'objet d'une convention distincte délivrée par Monsieur le Directeur de la Compagnie Nationale du Rhône concessionnaire du domaine public fluvial.

Les dispositifs de rejets doivent être aménagés de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par les déversements au milieu récepteur aux abords des points de rejets, compte tenu des utilisations de l'eau à proximité immédiate de celui-ci.

Les ouvrages de rejets doivent être construits avec l'agrément de la Compagnie Nationale du Rhône.

Ouvrage de rejet de la station d'épuration :

La canalisation de rejet a un diamètre ϕ 400 mm, au PK. 111,7 environ en rive droite du Rhône. Elle occupe le domaine public fluvial sur une longueur d'environ 36 m.

Ouvrage de rejet du déversoir d'orage "République/Montgolfier" du réseau d'assainissement :

La canalisation de rejet a un diamètre ϕ 400 mm, au P.K. 109,6 environ en rive droite du Rhône. Elle occupe le domaine public fluvial sur une longueur d'environ 5 m.

Ouvrage de rejet du trop-plein du poste de relèvement :

La canalisations de rejet a un diamètre ϕ 600 mm, au P.K. 111,5 environ en rive droite du Rhône. Elle occupe le domaine public fluvial sur une longueur d'environ 5 m.

La station d'épuration sera entourée d'une clôture interdisant tout accès aux personnes non autorisées. Le niveau des installations dommageables doit être situé au-dessus de la cote de crue centennale (106,92m NGF ortho).

Le pétitionnaire doit réaliser, de façon pérenne et en compensation de la perte de volume de stockage de crues, un déblai d'un volume minimal de 7 090 m³ environ sur les parcelles cadastrées AS n°59 et 60. Les dispositions techniques de ces travaux, notamment pour la réalisation des talus de l'excavation, devront recevoir l'agrément de Compagnie Nationale du Rhône.

Le pétitionnaire doit passer avec la Compagnie Nationale du Rhône une convention relative à l'utilisation de la piste d'exploitation pour réaliser l'accès à la station d'épuration.

ARTICLE 3 - Conditions techniques imposées aux rejets et à l'usage des ouvrages

Les rejets doivent répondre aux conditions suivantes définies conformément à la loi du 3 janvier 1992 ainsi qu'aux textes pris pour son application et notamment l'arrêté ministériel du 22 décembre 1994.

3.1./ Conditions générales applicables à l'ensemble des rejets

*** TEMPERATURE**

La température doit être inférieure à 25° C.

*** pH**

Le pH doit être compris entre 5.5 et 8.5.

*** COULEUR**

La couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration du milieu récepteur à 50m du point de rejet et à 2m de la berge.

*** SUBSTANCES CAPABLES D'ENTRAINER LA DESTRUCTION DU POISSON**

L'effluent ne doit pas contenir de substances capables de gêner la reproduction du poisson ou de la faune benthique ou présenter un caractère létal à leur rencontre.

*** ODEUR**

L'effluent ne doit dégager, avant et après cinq jours d'incubation à 20° C, aucune odeur putride et ammoniacale.

3.2./ Conditions particulières applicables au rejet et aux ouvrages de la station d'épuration

Le réseau d'assainissement aboutissant aux ouvrages de traitement est majoritairement de type séparatif.

A l'horizon 2015, le taux de collecte annuel de la DBO5 devra être supérieur à 80% et le taux de raccordement supérieur à 90 %.

3.2.1./ Normes applicables aux ouvrages et au rejet dans le milieu naturel dans les conditions prévues à l'annexe II de l'arrêté du 22/12/1994 susvisé, jusqu'au débit de référence des installations.

3.2.1.1./ Le débit maximal des eaux traitées rejetées au Rhône ne dépassera pas 5 446 m³ par jour par temps sec.

3.2.1.2./ Flux issus de la station d'épuration :

PARAMETRES	Flux qui ne peut être dépassé pendant une période de 24 heures consécutives (en kilogrammes)
MEST	190,6
DBO5 (ATU)	136,1
DCO	680,8
Nk	54,5

3.2.1.3./ Concentrations à la sortie de la station d'épuration :

PARAMETRES	La concentration de l'effluent rejeté est inférieure ou égale à (en milligrammes par litre)	
	Maximale	Moyenne sur 24 heures consécutives
MEST	85	35
DBO5 (ATU)	50	25
DCO	250	125
Nk	-	10

3.2.1.4./ Rendement des ouvrages :

Paramètres	Rendement minimum
MEST	90%
DBO5	80%
DCO	75%

3.2.2./ Prescriptions applicables au-delà du débit de référence des installations :

3.2.2.1./ Le débit maximal des eaux traitées rejetées au Rhône ne dépassera pas 8 375 m3 par jour par temps de pluie.

3.2.2.2./ Les eaux de temps de pluie, jusqu'au débit maximal de 8 375 m3 par jour, devront être intégralement traitées en mode dégradé.

3.3./ Conditions particulières applicables au rejet du déversoir d'orage :

Le déversoir d'orage ne doit pas présenter d'écoulement au milieu naturel par temps sec, en dehors d'événement exceptionnel.

ARTICLE 4 - Prescriptions particulières

Le pétitionnaire doit :

1/ dans un délai d'un an à dater de la signature de l'arrêté, passer ou mettre à jour une convention avec chaque collectivité gestionnaire d'un réseau d'assainissement raccordé au réseau de la commune de Guilhaud-Granges. Cette convention devra notamment prévoir la réduction éventuelle des eaux parasites ainsi que la fourniture du planning des travaux complémentaires d'élimination de ces eaux parasites, une appréciation des flux polluants apportés au réseau communal et

l'obligation de passer des conventions avec les industriels raccordés au réseau de la collectivité précisant les flux admis au réseau.

2/ dans un délai d'un an à dater de la signature du présent arrêté, passer ou mettre à jour les conventions avec les industriels raccordés au réseau d'assainissement de la commune de Guilhaum-Granges précisant les flux admis au réseau. Avant chaque début d'année, le pétitionnaire devra mettre à jour et transmettre au service chargé de la police de l'eau, le modèle des conventions passées avec les industriels et un tableau des conventions passées avec les industriels sur l'ensemble du réseau. Ce tableau doit comporter au moins le nom et l'adresse des industriels, la date de signature et les flux de DCO et DBO5 admis au réseau d'assainissement.

3/ mettre en place un traitement des boues permettant d'obtenir une siccité au moins égale à 20% en sortie de déshydratation et 65 % en sortie de séchage et, dans un délai de six mois avant la mise en service des installations, informer le Préfet du choix de la destination des boues.

Les sables et les graisses issus du prétraitement sont traitées sur la station d'épuration. Les sables sont soit valorisés soit évacués en décharge.

Les refus de dégrillage sont soit incinérés soit évacués en décharge.

Le pétitionnaire doit pouvoir justifier que les installations réceptrices des sous-produits sont régulièrement autorisées. En cas de modification de la destination des sous-produits, le pétitionnaire doit procéder à une information ou à une autorisation réglementaire du Préfet.

L'installation d'appareils bruyants doit être réalisée de façon à limiter les émissions sonores.

Le bruit en limite de propriété doit avoir une émergence inférieure à 5 DBA le jour et 3 DBA la nuit.

Le pétitionnaire doit mettre en place la couverture, la ventilation et le système de désodorisation de l'air extrait au niveau des installations de prétraitement, de la fosse de réception des matières de vidange et de la déshydratation des boues.

En cas d'émissions d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage, le pétitionnaire devra couvrir les installations à l'origine de ces nuisances.

ARTICLE 5 - Entretien des ouvrages

Le pétitionnaire doit constamment maintenir en bon état et à ses frais exclusifs les terrains occupés ainsi que les ouvrages de rejet, qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation.

Pour tous travaux prévisibles nécessitant l'arrêt ou la réduction des performances de la station ou le rejet d'eaux brutes, le pétitionnaire doit établir un programme annuel de chômages qu'il communique au Service de la Navigation Rhône-Saône, chargé de la Police de l'Eau. En cas de travaux hors programme, il doit prendre avis auprès de ce service au moins un mois avant les opérations. Il précise cette période et les dispositions qu'il compte mettre en oeuvre pour réduire l'impact du rejet sur le milieu récepteur.

Tous les travaux ou incidents imprévisibles se traduisant par une baisse des performances du système d'assainissement et d'épuration devront être signalés immédiatement au Service de la Navigation Rhône-Saône, chargé de la Police de l'Eau.

ARTICLE 6 - Prescriptions générales

Tout changement de fabrication ou toute modification du traitement des effluents ayant pour effet de modifier l'origine ou la composition de ceux-ci devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Tout changement aux ouvrages susceptible d'augmenter le débit instantané maximum de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle réglementation.

Le pétitionnaire doit prendre toutes précautions utiles en raison des venues d'eau possibles par la canalisation du rejet.

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

ARTICLE 7 - Caractère de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de quinze (15) ans à compter de la notification du présent arrêté.

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, de l'industrie ou de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le pétitionnaire ne pourrait demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.

Toutefois, si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de l'autorisation, elles ne pourraient être décidées qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

L'autorisation peut être révoquée à la demande de l'Ingénieur en Chef chargé de la police des eaux en cas de cession irrégulière à un tiers ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

Dans les cours d'eau navigables, le pétitionnaire est responsable des accidents et dommages causés aux tiers et des avaries qui peuvent survenir aux bateaux ou navires et aux ouvrages publics du fait du déversement d'eaux usées par ses installations.

ARTICLE 8 - Taxes

Le pétitionnaire fera la déclaration prévue au titre II de l'article 124 de la loi de finances n° 90.1168 du 29 décembre 1990, complété par le décret n° 91.797 du 20 août 1991 et s'acquittera du montant de la taxe due en application de ces textes auprès de l'agent comptable des Voies Navigables de France.

ARTICLE 9 - Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 - Notification

En cas de changement de domicile et faute pour le pétitionnaire d'avoir fait connaître son nouveau domicile, toutes les notifications lui seront valablement faites à la mairie de la commune du lieu de l'occupation.

ARTICLE 11- Contrôle des installations**11.1./ Contrôle des eaux traitées**

Le pétitionnaire doit prévoir les dispositions nécessaires pour la mesure des charges hydrauliques et polluantes entrantes et sortantes. Ainsi, des points de mesures et/ou de prélèvement doivent être aménagés :

- en tête de station d'épuration : sur le tracé d'amenée des effluents aux installations de traitement,
- en sortie de station d'épuration et au niveau des by-pass : sur le tracé de la canalisation de rejet des eaux épurées et by-passées déversées au milieu.

11.2./ Protocole d'autosurveillance

Le pétitionnaire doit assurer le contrôle des rejets conformément au programme ci-après :

- les eaux usées seront analysées avant et après le traitement biologique de la station d'épuration. Les prélèvements seront effectués proportionnellement au débit sur une période de 24 heures.
- les fréquences et les paramètres à doser sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

PARAMETRES	Station d'épuration Traitement biologique		Déversoir d'orage République/ Montgolfier
	Amont	Aval et by-pass	
Débit	C	C	D
MBST	H	H	-
DBO5 (ATU)	H	H	-
DCO	H	H	-
Nk	Q	Q	-
NH4	M	M	-
NO2	-	M	-
NO3	-	M	-
PT	Q	Q	-
Boues (quantité et MS)	-	H	-

Si, le jour de la mesure, le temps est sec et les by-pass ne fonctionnent pas, le pétitionnaire est dispensé de faire les mesures correspondantes.

C = mesure en continu
J = mesure journalière
H = mesure hebdomadaire
M = mesure mensuelle
S = mesure semestrielle

D = durée de déversement
Q = mesure par quinzaine
B = mesure bimestrielle
T = mesure trimestrielle
A = mesure annuelle

L'exploitant doit rédiger avant la mise en service des installations le manuel d'autosurveillance de la station d'épuration et le mettre régulièrement à jour. Ce manuel décrit de manière précise son organisation interne, les méthodes d'analyse et d'exploitation, les méthodes de suivi de ses rejets et des boues, les intervenants extérieurs et leur qualification pour la surveillance.

Le pétitionnaire est tenu d'adresser chaque mois les résultats de l'autosurveillance, dans le délai d'un mois à compter de leur production au Service de la Navigation Rhône-Saône, chargé de la Police de l'Eau, et à l'Agence de l'Eau.

Un bilan annuel récapitule les résultats obtenus et proposera si nécessaire les améliorations envisagées. Il indique également le taux de raccordement et le taux de collecte de l'ensemble du système d'assainissement de l'agglomération raccordée à la station d'épuration. Ce bilan est adressé au Service de la Navigation Rhône-Saône et à l'Agence de l'Eau.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant les quantités de boues produites dans l'année (volumes bruts, quantité de matière sèche hors et avec ajout de réactif).

11.3./ Contrôles inopinés

L'Administration se réserve le droit de procéder à des vérifications inopinées supplémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et aux réglementations en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation et à la charge exclusive du pétitionnaire sans limitation.

Pour ce faire, le pétitionnaire doit, sur leur réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires. Les mesures doivent pouvoir être faites dans de bonnes conditions de précision.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvement sur l'ouvrage d'évacuation doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

ARTICLE 12 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif compétent territorialement:

- par les demandeurs, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques et morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de 4 ans à dater de sa publication au recueil des actes administratifs du département.

ARTICLE 13- Publication et exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Ardèche et l'Ingénieur en Chef du Service Navigation Rhône-Saône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et notifié au pétitionnaire.

Une copie de cet arrêté sera également adressée aux maires des communes de Guilhaud-Granges, Saint-Péray, Comas, Soyons, Touloud, Valence et Portes-lès-Valence qui devront l'afficher pendant un mois en mairie et retourner en préfecture le procès-verbal dressé par le maire attestant l'accomplissement de ces formalités.

Un avis informant de la publication de l'arrêté sera publié au frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département de l'Ardèche.

PRIVAS, le - 5 DEC. 2002



LE PREFET
DE L'ARDECHE,

Jean-François KRAFT